

Débat 1

Économie et politique, quel pilote ?

Comment construire un pays « plus proche de l'idéal » ?

Jacques Mistral

Cercle des économistes

La mondialisation offre à chaque pays de nouvelles opportunités : les talents, les entreprises innovantes, les villes-monde s'en saisissent. Mais les acteurs du monde de demain ne se réduisent pas à 12 firmes, 20 métropoles et 2% de la population pleinement mondialisées. Les turbulences de cette économie mondiale – parmi lesquelles les aspects liés au terrorisme et à la géo-politique sont revenus au premier plan – soumettent chaque pays à des contraintes qui rendent les choix plus difficiles et remettent en question la relation traditionnelle entre l'économique et le politique. Chaque pays doit désormais faire face aux bouleversements qu'entraînent des changements de plus en plus rapides et profonds – technologie, délocalisations, plein-emploi, inégalités – tandis que le politique n'agit qu'avec d'extrêmes difficultés face à des attentes souvent inconciliables et à des contraintes apparemment incontournables.

Il semble ainsi se creuser une incompatibilité des horizons économique et politique et c'est un défi clairement ressenti par tous les décideurs. L'exercice de la souveraineté politique semble altéré par les obstacles croissants auxquels se heurte la capacité décisionnelle des gouvernements ; on explique – ou on redoute – que le jeu des institutions démocratiques soit devenu dysfonctionnel. Faut-il y voir le poids des intérêts constitués, hostiles à toute remise en cause des « avantages acquis », le résultat d'une accélération des changements qui est source d'inquiétudes, est-ce le contrecoup inévitable des chocs de la mondialisation ? Tous ces facteurs se croisent sans doute mais le résultat est que la lenteur du politique peut constituer un réel obstacle à la réactivité nécessaire à une économie dynamique.

On constate aussi dans les sociétés occidentales une vraie crise de confiance dans le politique que l'on peut, en partie mais pas seulement, attribuer à l'échec des politiques économiques successives. Pourquoi tant de promesses ont elles été faites mais non suivies de résultats ? Il est fréquent, mais trop facile, de mettre à cet égard en cause les défaillances des responsables politiques, promettant beaucoup en période électorale mais confrontés aux dures réalités une fois au pouvoir. Ils ne sont à cet égard que le reflet fidèle de leur électorat, la campagne électorale est un peu la part du rêve dans la vie démocratique, malheur à qui ne s'y prête pas !

Mais à côté des faiblesses indéniables du processus politique lui-même, il faut aussi instruire le rôle des grands organes de la société civile (les organisations syndicales patronales et salariées en premier lieu mais aussi le système éducatif ou les médias) qui ont des responsabilités proprement politiques pour accompagner et faciliter – ou pas – le mouvement : la flexibilité (en particulier sur le marché du travail mais pas seulement) est à tort considérée sous un seul angle, le préalable d'une économie dynamique, alors qu'elle est elle-même le résultat d'un processus social. À cet égard, la qualité du dialogue dans les entreprises est plus qu'un objectif louable, c'est une condition *sine qua non* du mouvement ; on déplore en France la qualité médiocre de ce dialogue social, point faible où les responsabilités sont clairement partagées et dont on ne semble toujours pas savoir comment sortir. En tout cas, c'est au plus près du terrain, dans les entreprises, que l'on peut sans doute espérer une meilleure dynamique et la formation des compromis les plus fructueux.

En parallèle, et de façon accrue depuis la crise financière de 2008, le pouvoir économique, en particulier financier, est accusé par beaucoup de dicter son tempo au politique. D'un autre côté, face à un avenir qui inquiète, les intérêts établis sont mieux en mesure de résister aux changements qui leur seraient défavorables. Le pouvoir accru de la sphère économique remet-il en cause la légitimité

des choix démocratiques dans nos sociétés ? Comment, à l'inverse, rendre attractive la réforme aux yeux de ceux qui se sentent menacés ? Comment finalement mieux mettre en phase l'exercice des responsabilités des deux côtés du cockpit ?

Ces questions marqueront tout particulièrement l'année à venir puisque se dérouleront une succession d'élections majeures, notamment en Allemagne, aux États-Unis et en France, dans un contexte où, partout, les enjeux autour de la maîtrise de l'économie, de la finance et du changement social seront au premier plan en étant partout fortement colorés par le poids croissant des candidats populistes. La situation de la France est à cet égard paradoxale : nombreux sont ceux qui voient notre pays comme aveuglé par le déni et tenté par le repli, ils décrivent l'avenir d'un pays résolument tourné vers le passé et l'immobilisme ! D'autres au contraire célèbrent avec enthousiasme les succès passés et les atouts du présent... c'est heureux mais il reste à définir comment une meilleure articulation du politique et de l'économique permettra de traverser les turbulences d'aujourd'hui pour construire, comme le suggère le thème de ces Rencontres 2016, un pays « plus proche de l'idéal ».